

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 11 OCTOBRE 2021

Présents : Eric BERLIVET, Didier RICHARD, Virginie FONTANEY, Eric KUCZAL, Sylvie MENDES, Alain SOWA, Christine KONICKI, Gilles REYNAUD, Clémence QUELENNEC, Louise DEFOUR, Suzanne AYEL, Serge BONNET, Mireille FAURE, Philippe MONOD, Séverine FRANCON, Marie Thérèse SZCZECH, Franck POVEDA, Alexandre FAURE, Benoit DANSE, Christophe GALLIEN, Annie FAURE, Bernard FONTANEY, Marie Hélène NEYRET, Jacques CORVISART DE FLEURY, Josiane BERGER, Hélène FAVARD.

Absent ayant donné pouvoir : Isabelle REICHENBACH à Hélène FAVARD

Nombre de conseillers effectivement présents : 26

Nombre de participants prenant part au vote : 27

ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur le Maire déclare qu'il convient de procéder à l'élection d'un secrétaire de séance. Il demande à l'assemblée quelles sont les candidatures et propose celle de Monsieur Gilles Reynaud.

Monsieur Gilles REYNAUD est nommé(e) secrétaire de séance à l'unanimité.

Approbation du PV du 7juillet 2021 à l'unanimité.

DECISIONS

NEANT

DELIBERATION N° DEL-2021-10-080
DENOMINATION DE LA PLACE - FACE A L'HOTEL DE VILLE

Rapporteur : Eric Berlivet

A la suite de la réhabilitation urbaine de l'îlot Cousteau portée par la mairie depuis plus de 10 ans, la place cadastrée AI 610, à l'angle de la rue de la République et de la rue Louis Comte est enfin achevée.

Elle sert de desserte à 3 nouveaux commerces qui vont prendre place au rez de chaussée de l'immeuble de Bâtir et Loger.

Pour des raisons d'acheminement du courrier et d'orientation des secours, il apparaît nécessaire d'attribuer un nom et un numérotage à cette place.

Il est proposé de nommer cette voie :

- Place de la liberté

La numérotation commencera au 2, pour le commerce à l'angle de la place et de la rue de La République, le 4 pour le commerce au centre de l'immeuble et enfin le 6 pour le local en fond de place.

Les membres de l'assemblée approuvent à l'unanimité la présente délibération.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-081
DENOMINATION DE RUE - IMPASSE DE LA GOUTTE

Rapporteur : Eric Berlivet

Monsieur Lionel Clairret est propriétaire de la parcelle référencée sous le numéro de parcelle AW 514 se trouvant au bout d'un chemin qui n'a pas de dénomination.

Face à des difficultés d'acheminement de courrier et au manque d'indication claire pour les services d'urgences, Monsieur Clairret a sollicité la commune pour définir un adressage.

Il est proposé la dénomination suivante :

Impasse De la Goutte.

La propriété AW 514 sera numérotée comme suit :

- 1 impasse de la Goutte

Après en avoir pris connaissance en commission voirie-urbanisme, et après en avoir délibéré, l'assemblée approuve à l'unanimité le nom de l'impasse tel que cité précédemment et autorise les services à communiquer cette information aux services de la Poste et du cadastre.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-082
EQUIPEMENT ASSOCIATIF DE BEAULIEU : APPROBATION DU COUT DES TRAVAUX,
VALIDATION DE L'APD, APPROBATION DU FORFAIT DE REMUNERATION DEFINITIF
ET DU TAUX DEFINITIF DE REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE, APPROBATION
DE LA LISTE DES LOTS ET DU MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX, AUTORISA-
TION DE DEPOSER LE PERMIS DE CONSTRUIRE

Rapporteur : Alain Sowa

Par délibération du 31 mai 2021 le Conseil municipal a approuvé le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est le cabinet PLAYTIME, 37 rue Pierre DUPONT à LYON 69001, en vue de réaliser la construction d'un équipement associatif dans le quartier de BEAULIEU à ROCHE LA MOLIERE. Ce choix fait suite à l'avis émis par le jury réuni à cette occasion en date du 30 avril 2021.

Pour mémoire, le montant des honoraires proposé par le maître d'œuvre s'élevait à 172 000 € HT après négociation, pour un taux provisoire de rémunération de 13.4375 %, appliqué sur l'enveloppe initiale fixée par le maître d'ouvrage de 1 280 000 € HT.

Les études menées par le cabinet PLAYTIME, lors des phases APS (avant-projet sommaire) et APD (avant-projet définitif) ont conduit l'équipe municipale à effectuer un certain nombre d'ajustements portant notamment sur la capacité d'accueil de la tribune, laquelle a été réduite de 246 places à 150 places, et sur la nécessité non avérée, de créer un espace intermédiaire de 120 m² dans la salle de pingpong.

En fonction de ces nouveaux éléments, le montant des travaux prévus est maintenant estimé à **1 229 530 € HT**. Ce coût représente donc le coût définitif des travaux (CPD), tel qu'il est défini dans le marché de maîtrise d'œuvre.

Par application du taux de rémunération fixé à **13,4375 %**, lequel devient le taux de rémunération définitif (TD), le montant du marché de maîtrise d'œuvre est donc ramené à

165 218,09 € HT. Cette somme représente le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre (FD).

Pour mener à bien ce projet, il convient de lancer un appel d'offres ouvert suivant les termes des articles L 2124-2, R 2124-2, R 2161-2 et suivants du code de la commande publique.

Le nombre et la liste des lots nécessaires à la construction de l'équipement associatif sont les suivants :

- 1-LOT 1 : TERRASSEMENT/GROS-ŒUVRE
- 2-LOT 2 : CHARPENTE METALLIQUE
- 3-LOT 3 : ETANCHEITE BARDAGE
- 4-LOT 4 : MENUISERIES EXTERIEURES/SERRURERIE
- 5-LOT 5 : MENUISERIE INTERIEURE
- 6-LOT 6 : PLATRERIE-PEINTURE/FAUX PLAFONDS
- 7-LOT 7 : CARRELAGE FAIENCE
- 8-LOT 8 : CVC/PLOMBERIE
- 9-LOT 9 : ELECTRICITE/ COURANTS FAIBLES
- 10-LOT 10 : VRD

Il est proposé d'envisager une prestation supplémentaire éventuelle PSE n° 1 constituée de mise en œuvre de brise-soleil sur les châssis hauts exposés au sud pour 4500 € HT, sur le lot n° 4.

Après présentation en commission travaux et après en avoir délibéré, le conseil municipal, approuve à l'**unanimité** :

- le montant définitif des travaux lequel s'élève à 1 229 530 € HT, et l'APD correspondant ;
- le nouveau montant du marché de maîtrise d'œuvre soit 165 218.09 € HT, (198 261.71 € TTC) sur la base d'un marché avec options EXE et OPC ;
- le taux de rémunération du maître d'œuvre qui est maintenu à 13.4375 %, et devient le taux définitif de rémunération ;
- la liste des lots telle qu'elle est définie ci-dessus ;
- le mode de dévolution des travaux par voie d'appel d'offres ouverts selon les termes des articles L 2124-2, R 2124-2, R 2161-2 et suivants du code de la commande publique.

autorise Monsieur le Maire :

- à lancer un appel d'offres ouvert comme précisé ci-dessus afin de réaliser les travaux de cette opération ;
- à signer le permis de construire et d'aménager nécessaire à la construction de cet équipement ;
- à solliciter toute subvention auprès des partenaires associés ;

- à signer tout acte nécessaire à la conclusion de ce projet ;
- à prélever les dépenses sur le crédit ouvert au budget d'investissement de la commune pour cette opération.

Intervention :

Madame Favard énonce le fait que c'est un beau projet et qu'elle trouve dommage de le réduire.

Monsieur Sowa rappelle l'engagement de la commune dans le respect de ses dépenses. Les réductions se sont faites avec respect des contraintes fédérales.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-083
ACHAT DU BATIMENT CAISSE D'EPARGNE- PLACE JEAN JAURES

Rapporteur : Didier Richard

Vu l'avis des domaines du 23 Février 2021 fixant à 296 000 € la valeur des locaux de la caisse d'Epargne cadastrés AI 34 d'une superficie totale de 208 m²,

Vu les travaux de réaménagement du Château et de son parc initié dans le cadre du Plan de relance avec SAINT ETIENNE METROPOLE,

Vu les programmes d'embellissement et les travaux de réfection complètes des réseaux et des voiries dans le centre-ville,

Vu le projet municipal d'aménagement sur ce tènement,

Vu le futur déménagement des services locaux de la Caisse d'Epargne vers la Rue Louis Comte,

Vu les échanges avec la Caisse d'Epargne,

Vu l'accord pour un prix de cession à hauteur de 230 000 €.

Les membres de l'assemblée délibérante, à l'**unanimité** :

- autorisent Monsieur le Maire à procéder à l'achat pour 230 000 € (Hors frais de notaire) des locaux de la caisse d'Epargne cadastrés AI 34 d'une superficie totale de 208 m²,

- prévoient les crédits correspondant sur le Budget 2021,

- autorisent Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents nécessaires à cette cession auprès de Maitre Antoine BERINCHY notaire associé à Saint Etienne.

Intervention :

Mme Favard est très satisfaite de cette acquisition qu'elle qualifie « d'arlésienne. ».

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-084
CONVENTION D'UTILISATION DE L'OPDIS

Rapporteur : Didier Richard

Considérant la volonté d'éclaircissement dans les prêts de salles avec la refonte des conventions de mise à disposition des salles depuis un an.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la salle des fauteuils du pôle culturel l'Opdis peut, dans le cadre de la gestion du domaine communal, être mise à la disposition des différents utilisateurs publics et privés non professionnels du spectacle.

Contrairement à d'autres salles, cette salle présente des caractéristiques techniques et de sécurité qui obligent la mairie à prendre des garanties.

L'utilisation prioritaire doit d'abord être envisagée pour les besoins des services communaux ou les activités municipales d'intérêt général liées à la culture

Les modalités d'utilisation de cet équipement doivent être définies afin que les mises à disposition à ces catégories d'usagers se déroulent dans des conditions optimales.

Monsieur le maire expose le contenu de la convention de mise à disposition :

- une redevance à hauteur de 1 500 euros comprenant la location de la salle et les fauteuils.

Par convention, il peut être fait exempt de cette redevance par décision du maire ou adjoint.

- pour une prestation technique un engagement du loueur à se rapprocher du prestataire. (Article 3)

- pour une prestation sécuritaire en présence de public : la présence d'une personne diplômée SSIAP 1, (diplôme de Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à personnes (Article 2).

Les membres de l'assemblée approuvent à l'unanimité le principe de la mise à disposition de la salle des fauteuils à différents utilisateurs publics et privés ;

- approuvent les termes de la convention entre la mairie et l'utilisateur de la salle.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-085
AJOUT DE TARIFS D'INSCRIPTION A LA MEDIATHEQUE

Rapporteur : Didier Richard

Vu l'article L1111-1-1 relatif à la libre administration,

Vu la délibération n° DEL-2018-02-006 relative aux tarifs communaux médiathèque,

Considérant la dynamique en termes de ressources humaines dans notre mairie.

Dans le but d'attirer plus de public à la médiathèque et d'encourager les abonnements, il est proposé d'étendre les tarifs résidents commune à :

- l'ensemble du personnel communal, titulaire ou contractuel et à leur conjoint,
- l'ensemble des salariés des entreprises de la commune quel que soit le type de contrat, sur présentation d'un certificat de travail à jour.

Pour rappel, tarif résident Roche la Molière :

Carte principale adulte : 12 €

Carte supplémentaire : 6 €

De 11 ans à 18 ans : 6 €

De plus, afin de régulariser la situation, il est précisé que le tarif appliqué par la médiathèque pour les résidents de la résidence du Parc est identique à celui des rouchons.

Pour les abonnés à la médiathèque en difficulté momentanée pour se déplacer, un service supplémentaire de portage de 5 ouvrages par mois est proposé au tarif de 5 euros par semestre.

Le maire sollicite l'ensemble des membres du Conseil municipal pour :

- d'approuver les tarifs proposés.

Ces tarifs seront appliqués dès le 12 octobre 2021.

Les membres de l'assemblée approuvent à l'**unanimité** la présente délibération.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-086
CONVENTION RELATIVE A L'ADHESION AUX PRESTATIONS "" HYGIENE ET SECURITE"" DU CDG 42 DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA LOIRE

Rapporteur : Louise Defour

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que les collectivités adhérentes aux prestations "hygiène et sécurité" du CDG42 de la Loire bénéficiant d'un service « **information et conseil en prévention** » ont accès :

- à l'ensemble des informations et de la documentation spécialisée diffusés sur le site Internet du CDG 42 ;

- à des réponses individualisées à des questions réglementaires ou techniques particulières émises par la collectivité.

Et ce pour un coût mensuel de dix euros.

En complément de cette prestation, l'adhésion permet de bénéficier de missions : (à la demande et sous la responsabilité de la collectivité) :

- « **d'inspection hygiène et sécurité** » obligatoires (dont la périodicité est fixée au vu de l'effectif de la collectivité) ;

- « **d'assistance individualisée en prévention** » ;

- « **d'assistance mutualisées en prévention** ».

Les tarifs de ces prestations sont définis par délibération du Conseil d'administration du CDG42.

L'ensemble de ces missions sont réalisées sur site par un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) ou un chargé de prévention du CDG42.

Les membres du Conseil municipal, à l'unanimité :

-sollicitent le CDG42 pour les prestations « hygiène et sécurité » ;

-autorisent à cette fin, Monsieur le Maire à conclure la convention correspondante dont le texte est soumis aux conseillers et qui s'appliquera le premier jour du mois suivant sa signature ;

- adhèrent à la convention « hygiène et sécurité » du CDG42, pour un montant mensuel de dix euros ;

- sollicitent en fonction des besoins en hygiène et sécurité, les prestations en inspection ou en assistance, proposées en lien avec la tarification à l'acte prévue dans l'annexe financière de la convention ;

- autorisent Monsieur le Maire à conclure la convention correspondante avec le CDG42 de la Loire annexée à la présente délibération ;

- prévoient les crédits correspondants au budget de la collectivité.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-087
MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COMMUNE AU 01/10/2021

Rapporteur : Louise Defour

Suite à l'avis favorable du Comité technique du 27 septembre 2021

☑ Suite aux derniers mouvements de personnel et évolutions de carrières, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs à compter du 1^{er} octobre 2021 :

- 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet pourvu en moins suite à départ en retraite ;
- 2 postes d'agent de maîtrise à temps complet transformés en agents de maîtrise principal à temps complet suite à avancement de grade ;
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet transformé en poste de rédacteur à temps complet suite à promotion interne ;
- 1 poste d'adjoint technique à 18/35^{ème} transformé en poste d'adjoint technique à 20/35^{ème}
- 1 poste d'agent social à 28/35^{ème} pourvu en moins suite à démission, pourvu à nouveau par 1 agent contractuel ;
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe pourvu en moins suite à départ en retraite ;
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe pourvu en plus par un agent contractuel.

A la mise en place des Nouvelles Activités Périscolaires, 20 postes à temps complet d'adjoints d'animation avaient été créés. Ces postes n'étaient pas tous occupés intégralement et les adjoints d'animation étaient rémunérés après service fait en fonction du nombre d'heures effectuées. Afin de rétablir un tableau des effectifs au plus près de la réalité des effectifs et des postes occupés, il convient de supprimer ces 20 postes d'adjoint d'animation à temps complet qui ne sont pas réellement pourvus et de créer les postes réellement affectés :

- 20 postes d'adjoint d'animation à temps complet clôturés car pourvus sur le tableau des effectifs mais pas dans la réalité ;
- 1 poste d'adjoint d'animation à 7,5/35^{ème} ouvert mais non pourvu à clôturer ;
- 4 postes d'adjoint d'animation à 21/35^{ème} créés et pourvus en plus ;
- 1 poste d'adjoint d'animation à 29/35^{ème} créé et pourvu en plus ;
- 2 postes d'adjoint d'animation à 31,5/35^{ème} créés et pourvus en plus.

Tableau des effectifs au 01/10/2021

| GRADE | TEMPS DE TRAVAIL | OUVERTS | POURVUS | ETP |
|---|------------------|----------|----------|-------------|
| EMPLOI FONCTIONNEL | | 2 | 2 | 2,00 |
| Directeur Général des Services strate 2 000-10 000hab | 35 | 1 | 1 | 1,00 |

| | | | | |
|---|-------|------------|-----------|--------------|
| Directeur de Cabinet | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | 30 | 27 | 27,00 |
| Attaché principal | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Attaché | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Rédacteur principal 1ère classe | 35 | 3 | 3 | 3,00 |
| Rédacteur principal 2ème classe | 35 | 0 | 0 | 0,00 |
| Rédacteur | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Adjoint Administratif Principal 1ère classe | 35 | 7 | 7 | 7,00 |
| Adjoint Administratif Principal 2ème classe | 35 | 5 | 5 | 5,00 |
| Adjoint administratif | 35 | 11 | 9 | 9,00 |
| Adjoint administratif | 34 | 1 | 0 | 0,00 |
| FILIERE TECHNIQUE | | 105 | 75 | 70,43 |
| Ingénieur principal | 35 | 0 | 0 | 0,00 |
| Ingénieur | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Technicien principal 1ère classe | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Technicien | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Agent de maîtrise principal | 35 | 5 | 5 | 5,00 |
| Agent de maîtrise | 35 | 2 | 1 | 1,00 |
| Adjoint technique principal 1ère classe | 35 | 19 | 15 | 15,00 |
| Adjoint technique principal 1ère classe | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 35 | 9 | 9 | 9,00 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 24,5 | 1 | 1 | 0,70 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 23 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 19,25 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 16,25 | 0 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 15 | 0 | 0 | 0,00 |

| | | | | |
|--|-------|-----------|-----------|--------------|
| Adjoint technique | 35 | 36 | 21 | 21,00 |
| Adjoint technique | 33,5 | 1 | 1 | 0,96 |
| Adjoint technique | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique | 32,5 | 1 | 1 | 0,93 |
| Adjoint technique | 32 | 1 | 1 | 0,91 |
| Adjoint technique | 31 | 1 | 1 | 0,89 |
| Adjoint technique | 30 | 3 | 3 | 2,57 |
| Adjoint technique | 28 | 4 | 2 | 1,60 |
| Adjoint technique | 27 | 1 | 1 | 0,77 |
| Adjoint technique | 25 | 2 | 2 | 1,43 |
| Adjoint technique | 22,5 | 1 | 1 | 0,64 |
| Adjoint technique | 22 | 1 | 1 | 0,63 |
| Adjoint technique | 20 | 1 | 1 | 0,57 |
| Adjoint technique | 19,25 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique | 17,5 | 4 | 2 | 1,00 |
| FILIERE SOCIALE | | 16 | 13 | 12,11 |
| ASEM principal 1ère classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| ASEM principal 2ème classe | 35 | 3 | 1 | 1,00 |
| ASEM principal 2ème classe | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Educateur jeunes enfants | 35 | 3 | 3 | 3,00 |
| Agent social principal 1ère classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Agent social principal 2ème classe | 25 | 1 | 1 | 0,71 |
| Agent social | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Agent social | 28 | 3 | 3 | 2,40 |
| FILIERE MEDICO SOCIALE | | 14 | 10 | 9,91 |
| Puéricultrice classe supérieure | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Puéricultrice classe normal | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Auxiliaire de puériculture principal 1ère classe | 35 | 4 | 4 | 4,00 |
| Auxiliaire de puériculture principal 1ère classe | 32 | 1 | 1 | 0,91 |

| | | | | |
|--|-------|------------|------------|---------------|
| Auxiliaire de puériculture principal 2ème classe | 35 | 6 | 4 | 4,00 |
| Infirmière en soins généraux | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE CULTURELLE | | 17 | 16 | 11,90 |
| Assistant de conservation du patrimoine principal 1ère cl. | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Professeur territorial d'enseignement artistique | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 20 | 2 | 1 | 1,00 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 7 | 1 | 1 | 0,35 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 4 | 1 | 1 | 0,20 |
| Assistant Enseignement artistique | 20 | 2 | 2 | 2,00 |
| Assistant Enseignement artistique | 19 | 1 | 1 | 0,95 |
| Assistant Enseignement artistique | 16,5 | 1 | 1 | 0,83 |
| Assistant Enseignement artistique | 15,5 | 1 | 1 | 0,78 |
| Assistant Enseignement artistique | 11,25 | 1 | 1 | 0,56 |
| Assistant Enseignement artistique | 10 | 1 | 1 | 0,50 |
| Assistant Enseignement artistique | 9,75 | 1 | 1 | 0,49 |
| Assistant Enseignement artistique | 5 | 1 | 1 | 0,25 |
| Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Adjoint du patrimoine | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE ANIMATION | | 13 | 13 | 10,73 |
| Animateur principal de 2ème classe | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Animateur | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | 24,5 | 1 | 1 | 0,70 |
| Adjoint d'animation | 31,5 | 2 | 2 | 1,80 |
| Adjoint d'animation | 29 | 1 | 1 | 0,83 |
| Adjoint d'animation | 21 | 4 | 4 | 2,40 |
| FILIERE POLICE | | 2 | 2 | 2,00 |
| Brigadier-chef principal | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| TOTAL | | 199 | 158 | 146,09 |

Les membres de l'assemblée approuvent à l'unanimité la présente délibération.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIÈRE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-088
MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COMMUNE AU 01/11/2021

Rapporteur :

Suite à l'avis favorable du Comité technique du 27 septembre 2021

☑ Suite à un recrutement par mutation pour remplacer un agent partant en retraite, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs à compter du 1^{er} novembre 2021 :

- 1 poste d'agent de maîtrise à temps complet pourvu en plus.

Tableau des effectifs au 01/11/2021

| GRADE | TEMPS DE TRAVAIL | OUVERTS | POURVUS | ETP |
|---|------------------|-----------|-----------|--------------|
| EMPLOI FONCTIONNEL | | 2 | 2 | 2,00 |
| Directeur Général des Services strate 2 000-10 000hab | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Directeur de Cabinet | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | 30 | 27 | 27,00 |
| Attaché principal | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Attaché | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Rédacteur principal 1ère classe | 35 | 3 | 3 | 3,00 |
| Rédacteur principal 2ème classe | 35 | 0 | 0 | 0,00 |
| Rédacteur | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Adjoint Administratif Principal 1ère classe | 35 | 7 | 7 | 7,00 |
| Adjoint Administratif Principal 2ème classe | 35 | 5 | 5 | 5,00 |

| | | | | |
|--|-------|------------|-----------|--------------|
| Adjoint administratif | 35 | 11 | 9 | 9,00 |
| Adjoint administratif | 34 | 1 | 0 | 0,00 |
| FILIERE TECHNIQUE | | 105 | 76 | 71,43 |
| Ingénieur principal | 35 | 0 | 0 | 0,00 |
| Ingénieur | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Technicien principal 1ère classe | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Technicien | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Agent de maîtrise principal | 35 | 5 | 5 | 5,00 |
| Agent de maîtrise | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Adjoint technique principal 1ère classe | 35 | 19 | 15 | 15,00 |
| Adjoint technique principal 1ère classe | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 35 | 9 | 9 | 9,00 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 24,5 | 1 | 1 | 0,70 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 23 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 19,25 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 16,25 | 0 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 15 | 0 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique | 35 | 36 | 21 | 21,00 |
| Adjoint technique | 33,5 | 1 | 1 | 0,96 |
| Adjoint technique | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique | 32,5 | 1 | 1 | 0,93 |
| Adjoint technique | 32 | 1 | 1 | 0,91 |
| Adjoint technique | 31 | 1 | 1 | 0,89 |
| Adjoint technique | 30 | 3 | 3 | 2,57 |

| | | | | |
|--|-------|-----------|-----------|--------------|
| Adjoint technique | 28 | 4 | 2 | 1,60 |
| Adjoint technique | 27 | 1 | 1 | 0,77 |
| Adjoint technique | 25 | 2 | 2 | 1,43 |
| Adjoint technique | 22,5 | 1 | 1 | 0,64 |
| Adjoint technique | 22 | 1 | 1 | 0,63 |
| Adjoint technique | 20 | 1 | 1 | 0,57 |
| Adjoint technique | 19,25 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique | 17,5 | 4 | 2 | 1,00 |
| FILIERE SOCIALE | | 16 | 13 | 12,11 |
| ASEM principal 1ère classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| ASEM principal 2ème classe | 35 | 3 | 1 | 1,00 |
| ASEM principal 2ème classe | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Educateur jeunes enfants | 35 | 3 | 3 | 3,00 |
| Agent social principal 1ère classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Agent social principal 2ème classe | 25 | 1 | 1 | 0,71 |
| Agent social | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Agent social | 28 | 3 | 3 | 2,40 |
| FILIERE MEDICO SOCIALE | | 14 | 10 | 9,91 |
| Puéricultrice classe supérieure | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Puéricultrice classe normal | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Auxiliaire de puériculture principal 1ère classe | 35 | 4 | 4 | 4,00 |
| Auxiliaire de puériculture principal 1ère classe | 32 | 1 | 1 | 0,91 |
| Auxiliaire de puériculture principal 2ème classe | 35 | 6 | 4 | 4,00 |
| Infirmière en soins généraux | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE CULTURELLE | | 17 | 16 | 11,90 |
| Assistant de conservation du patrimoine principal 1ère cl. | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Professeur territorial d'enseignement artistique | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 20 | 2 | 1 | 1,00 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 7 | 1 | 1 | 0,35 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 4 | 1 | 1 | 0,20 |
| Assistant Enseignement artistique | 20 | 2 | 2 | 2,00 |

| | | | | |
|--|-------|------------|------------|---------------|
| Assistant Enseignement artistique | 19 | 1 | 1 | 0,95 |
| Assistant Enseignement artistique | 16,5 | 1 | 1 | 0,83 |
| Assistant Enseignement artistique | 15,5 | 1 | 1 | 0,78 |
| Assistant Enseignement artistique | 11,25 | 1 | 1 | 0,56 |
| Assistant Enseignement artistique | 10 | 1 | 1 | 0,50 |
| Assistant Enseignement artistique | 9,75 | 1 | 1 | 0,49 |
| Assistant Enseignement artistique | 5 | 1 | 1 | 0,25 |
| Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Adjoint du patrimoine | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE ANIMATION | | 13 | 13 | 10,73 |
| Animateur principal de 2ème classe | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Animateur | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | 24,5 | 1 | 1 | 0,70 |
| Adjoint d'animation | 31,5 | 2 | 2 | 1,80 |
| Adjoint d'animation | 29 | 1 | 1 | 0,83 |
| Adjoint d'animation | 21 | 4 | 4 | 2,40 |
| FILIERE POLICE | | 2 | 2 | 2,00 |
| Brigadier-chef principal | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| TOTAL | | 199 | 159 | 147,09 |

Les membres de l'assemblée approuvent à l'unanimité la présente délibération.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIÈRE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-089
MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COMMUNE AU 01/12/2021

Rapporteur : Louise Defour

Suite à l'avis favorable du Comité technique du 27 septembre 2021

☒ Suite à un recrutement par mutation pour remplacer un agent partant en retraite, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs à compter du 1^{er} décembre 2021 :

- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet créé et pourvu en plus.

Tableau des effectifs au 01/12/2021

| GRADE | TEMPS DE TRAVAIL | OUVERTS | POURVUS | ETP |
|---|------------------|------------|-----------|--------------|
| EMPLOI FONCTIONNEL | | 2 | 2 | 2,00 |
| Directeur Général des Services strate 2 000-10 000hab | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Directeur de Cabinet | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | 31 | 28 | 28,00 |
| Attaché principal | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Attaché | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Rédacteur principal 1ère classe | 35 | 3 | 3 | 3,00 |
| Rédacteur principal 2ème classe | 35 | 0 | 0 | 0,00 |
| Rédacteur | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Adjoint Administratif Principal 1ère classe | 35 | 7 | 7 | 7,00 |
| Adjoint Administratif Principal 2ème classe | 35 | 6 | 6 | 6,00 |
| Adjoint administratif | 35 | 11 | 9 | 9,00 |
| Adjoint administratif | 34 | 1 | 0 | 0,00 |
| FILIERE TECHNIQUE | | 105 | 76 | 71,43 |
| Ingénieur principal | 35 | 0 | 0 | 0,00 |
| Ingénieur | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Technicien principal 1ère classe | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Technicien | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Agent de maîtrise principal | 35 | 5 | 5 | 5,00 |
| Agent de maîtrise | 35 | 2 | 2 | 2,00 |

| | | | | |
|--|-------|-----------|-----------|--------------|
| Adjoint technique principal 1ère classe | 35 | 19 | 15 | 15,00 |
| Adjoint technique principal 1ère classe | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 35 | 9 | 9 | 9,00 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 24,5 | 1 | 1 | 0,70 |
| Adjoint technique principal 2ème classe | 23 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 19,25 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 16,25 | 0 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 15 | 0 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique | 35 | 36 | 21 | 21,00 |
| Adjoint technique | 33,5 | 1 | 1 | 0,96 |
| Adjoint technique | 33 | 1 | 1 | 0,94 |
| Adjoint technique | 32,5 | 1 | 1 | 0,93 |
| Adjoint technique | 32 | 1 | 1 | 0,91 |
| Adjoint technique | 31 | 1 | 1 | 0,89 |
| Adjoint technique | 30 | 3 | 3 | 2,57 |
| Adjoint technique | 28 | 4 | 2 | 1,60 |
| Adjoint technique | 27 | 1 | 1 | 0,77 |
| Adjoint technique | 25 | 2 | 2 | 1,43 |
| Adjoint technique | 22,5 | 1 | 1 | 0,64 |
| Adjoint technique | 22 | 1 | 1 | 0,63 |
| Adjoint technique | 20 | 1 | 1 | 0,57 |
| Adjoint technique | 19,25 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Adjoint technique | 17,5 | 4 | 2 | 1,00 |
| FILIERE SOCIALE | | 16 | 13 | 12,11 |

| | | | | |
|--|-------|-----------|-----------|--------------|
| ASEM principal 1ère classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| ASEM principal 2ème classe | 35 | 3 | 1 | 1,00 |
| ASEM principal 2ème classe | 18 | 1 | 0 | 0,00 |
| Educateur jeunes enfants | 35 | 3 | 3 | 3,00 |
| Agent social principal 1ère classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Agent social principal 2ème classe | 25 | 1 | 1 | 0,71 |
| Agent social | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Agent social | 28 | 3 | 3 | 2,40 |
| FILIERE MEDICO SOCIALE | | 14 | 10 | 9,91 |
| Puéricultrice classe supérieure | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Puéricultrice classe normal | 35 | 1 | 0 | 0,00 |
| Auxiliaire de puériculture principal 1ère classe | 35 | 4 | 4 | 4,00 |
| Auxiliaire de puériculture principal 1ère classe | 32 | 1 | 1 | 0,91 |
| Auxiliaire de puériculture principal 2ème classe | 35 | 6 | 4 | 4,00 |
| Infirmière en soins généraux | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE CULTURELLE | | 17 | 16 | 11,90 |
| Assistant de conservation du patrimoine principal 1ère cl. | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Professeur territorial d'enseignement artistique | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 20 | 2 | 1 | 1,00 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 7 | 1 | 1 | 0,35 |
| Assistant Ens. artistique princ. 1ère cl. | 4 | 1 | 1 | 0,20 |
| Assistant Enseignement artistique | 20 | 2 | 2 | 2,00 |
| Assistant Enseignement artistique | 19 | 1 | 1 | 0,95 |
| Assistant Enseignement artistique | 16,5 | 1 | 1 | 0,83 |
| Assistant Enseignement artistique | 15,5 | 1 | 1 | 0,78 |
| Assistant Enseignement artistique | 11,25 | 1 | 1 | 0,56 |
| Assistant Enseignement artistique | 10 | 1 | 1 | 0,50 |
| Assistant Enseignement artistique | 9,75 | 1 | 1 | 0,49 |
| Assistant Enseignement artistique | 5 | 1 | 1 | 0,25 |
| Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Adjoint du patrimoine | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| FILIERE ANIMATION | | 13 | 13 | 10,73 |

| | | | | |
|--|------|------------|------------|---------------|
| Animateur principal de 2ème classe | 35 | 1 | 1 | 1,00 |
| Animateur | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | 24,5 | 1 | 1 | 0,70 |
| Adjoint d'animation | 31,5 | 2 | 2 | 1,80 |
| Adjoint d'animation | 29 | 1 | 1 | 0,83 |
| Adjoint d'animation | 21 | 4 | 4 | 2,40 |
| FILIERE POLICE | | 2 | 2 | 2,00 |
| Brigadier-chef principal | 35 | 2 | 2 | 2,00 |
| TOTAL | | 200 | 160 | 148,09 |

L'assemblée délibérante approuve à l'unanimité le tableau des effectifs.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-090
MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE LA COMMUNE-SIVO

Rapporteur : Louise Defour

Vu les statuts du Syndicat intercommunal de la vallée de l'Ondaine,

Vu l'appartenance de la ville de Roche la Molière au pôle culture du Syndicat intercommunal de la vallée de l'Ondaine,

Vu la demande du SIVO après conseil syndical sur 22 septembre 2021,

Considérant la non réalisation des saisons culturelles en 2020/2021,

Considérant la réalisation de la saison culturelle 2021/2022.

Les dispositifs « Cœur de saison » et « Ondaine jeune public » proposés par le SIVO en faveur des habitants de la ville, sont construits depuis 2018 par des agents de Roche la Molière et du Chambon Feugerolles.

Les missions des agents mis à disposition à hauteur de 25 % de leur temps, consistent à :

- assurer la gestion administrative et financière,

- assurer la planification de l'ensemble des spectacles,
- soutenir la programmation des autres communes adhérentes du SIVO,
- assurer la communication et le suivi presse,
- animer les comités techniques et comités de pilotage.

Pour la saison 2021/2022, la mise à disposition a été sollicitée par le SIVO du 1^{er} novembre 2021 au 30 juin 2022.

Les membres du Conseil municipal, à l'unanimité approuvent :

- La mise à disposition de 0.25 ETP (Equivalent Temps Plein) avec prise en charge financière salariale par le SIVO de l'agent, à savoir Madame Nathalie Barou, pour poursuivre l'engagement de la commune jusqu'au 30 juin 2022.
- et autorisent Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition précisant les conditions de prise en charge salariale.

Monsieur Richard, tient à préciser dans la continuité de la délibération n° DEL-2020-10-086 que la réflexion sur la sortie possible du SIVO est engagée. Le conseil syndical doit en préciser les conditions.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|---|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-091

APPEL A CANDIDATURES DE PREFIGURATEURS DU REFERENTIEL BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57

Rapporteur : Didier Richard

Le référentiel M57 est le référentiel budgétaire et comptable le plus récent, mis à jour conjointement par la Direction Générale des Finances Publiques (D.G.F.I.P.) et la Direction Générale des Collectivités Locales (D.G.C.L.) en concertation étroite avec les acteurs locaux.

Son ambition est d'unifier les principes budgétaires et comptables de l'ensemble des collectivités en devenant le référentiel de droit commun à partir du 1^{er} Janvier 2024.

Depuis le 1er janvier 2018, il intègre progressivement les principes du futur « recueil des normes comptables pour les entités publiques locales », en cours d'élaboration par le Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP). C'est la raison pour laquelle il est appliqué par les 25 collectivités locales de notre pays expérimentant actuellement le dispositif de certification des comptes : elle répond pleinement aux exigences de qualité comptable que suppose, notamment, ce mode d'attestation de la fiabilité des comptes.

Pour couvrir toute la gamme des compétences des collectivités territoriales, le plan de comptes M57 s'est d'abord appuyé sur le modèle départemental (M52) qui disposait d'un spectre large de comptes, puis cette base a été enrichie de comptes spécifiques aux régions et aux communes.

Un plan de comptes M57 simplifié, applicable par les collectivités locales de petite taille, étant en cours d'élaboration au niveau national, la préfiguration proposée dès 2022 vise plutôt les organismes de grandes et moyennes tailles, disposant d'un service financier suffisamment disponible et expérimenté, et si possible ayant déjà engagé/planifié des actions de fiabilisation de ses comptes en partenariat avec leur comptable public. Les états financiers établis dans le cadre du référentiel M57 (bilan, compte de résultat, voire annexe pour les collectivités engagées dans un processus de certification) apportent une information financière enrichie au lecteur, que ce soit le citoyen, l'organe délibérant ou les partenaires de la collectivité. Ceci valorise bien sûr la qualité de la gestion de l'organisme concerné qui se montre ainsi précurseur pour mieux maîtriser les évolutions durables du cadre juridique de tenue et de reddition des comptes locaux

Les améliorations budgétaires offertes par le référentiel M57 :

Appliqué par les métropoles dès leur création à compter du 1er janvier 2015, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Ceci facilite d'autant les délégations de compétences entre ces organismes publics locaux. Il reprend les éléments communs aux cadres communaux, départementaux et régionaux existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions qui s'avèrent les moins contraignantes. Concernant le vote du budget, le référentiel M57 reprend les principes communs aux trois référentiels actuels M14, M52 et M71. Le budget peut toujours être voté, soit par nature, soit par fonction. S'il est voté par nature, il comporte une présentation fonctionnelle et, s'il est voté par fonction, il comporte une présentation par nature. Le budget est également voté par chapitre ou par article, avec ou sans article spécialisé.

Le référentiel M57 comprend donc, outre son plan de comptes par nature, une nomenclature fonctionnelle pour un suivi des opérations selon leur finalité, ce qui permet aux élus de traduire les orientations prioritaires de leur collectivité sur les plans budgétaire et comptables.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, qui offrent une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi

☑ en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;

☒ en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;

☒ en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections (mécanisme particulièrement utile en cas de crise soudaine du type de la crise sanitaire déclenchée en mars 2020). Plus précisément, les apports du référentiel M57 pour la gestion des organismes publics locaux tiennent ainsi :

☒ au mécanisme de neutralisation budgétaire de certains amortissements (neutralisation facultative de l'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées) et de certaines provisions et dépréciations ;

☒ à la capacité de réagir plus rapidement grâce au mécanisme susvisé des dépenses imprévues

☒ à la création des comptes de subventions d'équipement versées en cours (compte 232XX).

Les trois prérequis à respecter pour être sélectionné comme préfigurateur du référentiel M57 en 2022 sont :

1°) L'Adoption d'une délibération à cette fin courant 2021 ;

2°) L'Apurement du compte 1069 qui a pu être exceptionnellement mouvementé lors de la mise en place de l'actuel référentiel M14 durant les années 1990 afin de neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et des produits à l'exercice ;

Conformément aux indications données par la Direction Générale des Finances Publiques, cet apurement sera réalisé par opération d'ordre non budgétaire à hauteur de **100 490.28 €**.

3°) Les travaux préparatoires de reprise des balances d'entrée sur les comptes d'immobilisations.

D'ici le 1er janvier 2024, les communes devront basculer de la M14 à la M57. L'évolution sera finalisée par la mise en place du Compte Financier Unique (C.F.U.) qui est un document visant à se substituer au compte de gestion et au compte administratif de façon généralisée dans les collectivités locales.

Le passage à la M57 est la première étape nécessaire à la mise en place du C.F.U.

Le C.F.U. a vocation à devenir la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens.

Sa mise en place vise plusieurs objectifs :

- ☑ Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- ☑ Améliorer la qualité des comptes,
- ☑ Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

Vu l'avis favorable du 7 Septembre 2021 établi par Monsieur Gauthier MARTIAL, Comptable Public du Service de Gestion Comptable Loire SUD au sein de la Direction Générale des Finances Publiques,

Les membres du Conseil municipal décident à l'unanimité :

- de se positionner en qualité de préfigurateur du référentiel M57 pour application au 1^{er} Janvier 2022,
- de respecter les trois prérequis cités ci-dessus à savoir délibérer avant le 1^{er} Janvier 2022, apurer le compte 1069 et actualiser son inventaire,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIÈRE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-092
FIXATION DE LA DUREE D'AMORTISSEMENT DES BIENS - PLAN COMPTABLE M57

Rapporteur : Didier Richard

Par une précédente délibération, le Conseil municipal a validé la mise en place de l'instruction comptable M57 à partir du 1^{er} janvier 2022.

La mise en œuvre de cette nomenclature comptable introduit des changements en matière d'amortissement des immobilisations.

L'amortissement est une technique permettant de constater comptablement la dépréciation d'un bien sur sa durée probable de vie et de dégager une ressource en investissement destinée à son renouvellement. La constatation de l'amortissement des immobilisations

constitue une opération d'ordre budgétaire permettant de générer un crédit en recettes d'investissement (compte 28.) et un débit en dépense de fonctionnement (compte 6811).

L'amortissement obligatoire concerne les immobilisations corporelles ou incorporelles acquises à compter du 1er janvier 1996. Pour rappel, les immobilisations sont des éléments d'actifs destinés à servir de façon durable à l'activité de la collectivité. Les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité

Conformément à l'article L.2321-2 alinéa 27 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les dotations aux amortissements des immobilisations constituent des dépenses obligatoires pour les communes de plus de 3 500 habitants.

L'amortissement peut être réalisé selon trois méthodes différentes : linéaire, variable ou dégressive ; la méthode linéaire étant favorisée par les collectivités. L'article R.2321-1 du CGCT précise les immobilisations concernées par ce dispositif. Il précise également le principe selon lequel l'assemblée délibérante a la possibilité de fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

Vu, Le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu la mise en place de la nomenclature budgétaire M57 au 1^{er} janvier 2022, il convient de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations dont le champ d'application reste défini par l'article R.2321-1 du C.D.C.T. qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes.

Vu la délibération du 13 décembre 1996 validant les durées d'amortissement applicable sur la Commune de ROCHE LA MOLIERE,

Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans,
- des frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- des frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- des brevets qui sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève,
- des subventions d'équipement versées qui sont amorties :
 - _ sur une durée maximale de 5 ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;

_ sur une durée maximale de 30 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;

_ sur une durée maximale de 40 ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation.

La présente délibération propose, pour les autres catégories de dépenses non encadrées par la réglementation, d'harmoniser les durées d'amortissement appliquées avant le passage de la M14 en M57.

Il s'agit des catégories de dépenses suivantes :

Immobilisations incorporelles

- Concessions et droits similaires, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires,
- Autres immobilisations incorporelles.

Immobilisations corporelles

- Terrains de gisement,
- Immeubles de rapport,
- Construction sur sol d'autrui,
- Matériel roulant immatriculé,
- Autre matériel roulant,
- Autre matériel et outillage,
- Installations et équipement technique,
- Agencements et aménagements divers,
- Matériel informatique,
- Matériel de bureau et mobilier,
- Matériel de téléphonie,
- Cheptel,
- Autres immobilisations corporelles.

L'instruction M57 prévoit que l'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation au prorata du temps prévisible d'utilisation.

Néanmoins, l'aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations, notamment pour les catégories faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire reste possible sur délibération.

Ce changement de méthodologie comptable sur les durées d'amortissement et relatif au prorata temporis ne s'appliquera que pour les biens acquis à partir du 1^{er} Janvier 2022.

Il est demandé au Conseil municipal :

- D'appliquer par principe la règle du prorata temporis¹ :
 - o sauf pour les biens dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000 €TTC qui seront amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition ;
 - o et sauf pour les biens qui font l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de bien de faible valeur).

- D'approuver l'actualisation de l'inventaire comptable et des durées d'amortissement conformément au tableau qui suit :

| Imputation | IMMOBILISATIONS imputation M57 | Type de matériel (à titre indicatif) | Durée d'amortissement |
|--|---|--|-----------------------|
| Biens dont la valeur est inférieure à 1 000€ TTC | | | 1 |
| INCORPORELLES | | | |
| 202 | Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme | Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme | 10 |
| 2031 | Frais d'études | Frais d'études | 5 |
| 2033 | Frais d'insertion | Frais d'insertion | 5 |
| 204xxxx1 | Subventions d'équipement versées | Subventions d'équipement versées-Biens mobiliers, matériel et études | 5 |
| 204xxxx2 | Subventions d'équipement versées | Subventions d'équipement versées-Bâti-ments et installations | 30 |
| 204xxxx3 | Subventions d'équipement versées | Subventions d'équipement versées-Projets d'infrastructures d'intérêt national | 40 |
| 2046 | Attributions de compensation d'investissement | Attributions de compensation d'investissement | 30 |
| 2051 | Concessions et droits similaires | Concessions et droits similaires, brevets, licences - Valeur unitaire inférieure à 5 000 € | 2 |

¹ En proportion du temps

| | | | |
|--------------------|--|--|----|
| 2051 | Concessions et droits similaires | Logiciels applicatifs, progiciels (Valeur unitaire supérieure à 5 000 €) | 5 |
| 2088 | Autres immobilisations incorporelles | Autres immobilisations incorporelles | 2 |
| CORPORELLES | | | |
| 2121 | Plantations | Plantations | 20 |
| 21321 | Immeubles de rapport | Immeubles productifs de revenus | 50 |
| 2135 | Bâtiments | | 20 |
| 21568 | Autres matériel et outillage d'incendie et de défense civile | Autres matériel et outillage d'incendie et de défense civile | 10 |
| 215731 | Matériel roulant | Matériel roulant | 8 |
| 215738 | Autres matériel technique | Autres matériel technique | 6 |
| 2158 | Autres Installations, matériel et outillage techniques | Matériels techniques : meuleuse, machine à découper l'aluminium, groupe hydraulique, matériels de reprographie, petites tondeuses, débroussailleuse, tronçonneuses, tondeuse hélicoïdale, pulvérisateur, semoir, souffleurs à feuilles, broyeurs, cisailles à haies, pompes électriques, groupes électrogènes, aspirateurs à feuilles, pompes thermiques, pompes à engrais, motoculteurs | 6 |
| 2181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | Installations générales, agencements et aménagements divers | 10 |
| 21828 | Autres Matériels de transport | Voitures, tous véhicules de plus de 3,5 tonnes, mini camion, remorque, tracteur compact, véhicules de transport, triporteurs, camions, tombereaux à moteur, bennes, motos, vélos | 8 |

| | | | |
|-------|---|---|----|
| 21838 | Autres matériel informatique | Matériel informatique : Imprimantes, ordinateurs, claviers, serveurs, écrans, machines à calculer, télécopieur, machine à signer, machine à coller, photocopieur, balance électronique | 5 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | Bureaux, chaises, armoires, caissons | 15 |
| 2186 | Cheptel | Cheptel | 10 |
| 2188 | Autres | Mobilier urbain, rayonnage, Four à micro-ondes, réfrigérateur, téléviseurs magnétophones, lave-linge, sèche-linge, aspirateur, convertisseur, appareils photo, Coffres fort, armoires ignifuges, Appareils de levage-ascenseurs, jeux d'enfants, bancs, Équipements d'ateliers, de garage, sportifs | 10 |

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité la présente délibération.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-093
SIEL - CONVENTION D'ADHESION AU GROUPEMENT D'ACHAT D'ENERGIES

Rapporteur : Didier Richard

Monsieur le Maire expose que :

CONSIDERANT que le SIEL-Territoire d'Énergie Loire est coordonnateur d'un groupement d'achat élargi à toute énergie, d'une part, et à tout organisme public du département, d'autre part,

CONSIDERANT que l'adhésion d'un futur membre peut intervenir à tout moment,

CONSIDERANT la fin de l'Appel d'Offres en vigueur pour les achats de gaz à destination des bâtiments communaux au 31 Décembre 2021,

CONSIDERANT les besoins de la collectivité pour l'achat d'énergie : GAZ à compter du 1^{er} Janvier 2022,

CONSIDERANT que pour l'énergie considérée seuls les contrats transférés au SIEL-TE Loire entrent dans le groupement au libre choix de la commune,

CONSIDERANT que seule l'énergie transférée pourra faire l'objet d'un appel de cotisation conformément à la convention de groupement.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil municipal de bien vouloir l'autoriser à signer la convention d'adhésion au groupement d'achat d'énergies du SIEL et toutes pièces à intervenir relatives à ce dossier.

L'adhésion portera sur les énergies suivantes

| | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Electricité | <input type="checkbox"/> Bois granulés |
| <input checked="" type="checkbox"/> Gaz naturel | <input type="checkbox"/> Bois plaquettes |

Monsieur Le Maire informe les membres de l'assemblée que l'année prochaine le contrat électricité arrive aussi à échéance. Il demande au service d'effectuer dès à présent une recherche pour la meilleure gestion.

Les membres de l'assemblée approuvent à l'unanimité la présente délibération.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-094

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A LA RESIDENCE DU PARC

Rapporteur : Sylvie Mendes

VU la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire,

CONSIDERANT la mise en place de l'obligation de présentation d'un passe sanitaire valide pour toutes personnes, travaillant, visitant ou intervenant les établissements médico-sociaux,

CONSIDERANT la nécessité de mettre en place des agents chargés de ces contrôles,

CONSIDERANT les charges supplémentaires de personnel dues à la mise en place de ces contrôles 7 jours sur 7 entre 7h et 20h, depuis le 16 août 2021.

Il convient d'autoriser Monsieur le Maire à attribuer une subvention exceptionnelle à la Résidence du Parc pour un montant de 15 000 €.

Les membres de l'assemblée approuvent à l'**unanimité** la présente délibération.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-095
COMPLEMENT ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES PROJETS PEDAGOGIQUES -
ECOLES PUBLIQUES POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2021/2022

Rapporteur : Virginie Fontaney

Vu le code de l'éducation précisant l'obligation scolaire à trois ans,

Vu la délibération -n° **DEL-2021-01-005** portant sur les projets pédagogiques,

En complément de la délibération n° **DEL-2021-07-060** relative à l'accompagnement financier des projets pédagogiques,

Considérant les nominations tardives des enseignants cette année sur l'école Cousteau,

Considérant le projet soumis par l'école Pontin pour la partie école maternelle et primaire,

Considérant la volonté de l'équipe municipale de développer une éducation de qualité et notamment un accompagnement spécifique la partie école maternelle de chaque groupe scolaire,

Mme Fontaney, adjointe en charge du domaine scolaire rappelle les décisions prises lors du dernier conseil municipal relatives à l'accompagnement financier des projets pédagogiques.

Conformément à ses engagements lors de la commission, Madame Fontaney a autorisé l'école Cousteau au titre d'une nomination tardive d'une enseignante à poser un complément de demande. De plus, suite à une incompréhension sur les modalités de répartition, l'école du Pontin a souhaité rajouter un projet.

Les demandes ont été recueillies et analysées.

Mme Fontaney propose donc l'attribution aux membres du Conseil municipal pour soutenir des projets suivants :

| Ecole | Projets | Sommes attribuées |
|----------------------|--|-------------------|
| Maternelle PONTIN | S'exprimer au travers des arts plastiques | 1000 € |
| | Jeux Coopératifs | 450 € |
| Primaire PONTIN | L'attention ça marche | 260 € |
| Elémentaire COUSTEAU | Classe Poney au centre Equestre le Galinay | 460 € |

Les membres de l'assemblée approuvent à l'unanimité la présente délibération.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIÈRE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | 2 | | |

DELIBERATION N° DEL-2021-10-096
FORFAIT COMMUNAL POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2021/2022

Rapporteur : Virginie Fontaney

Vu le code de l'éducation précisant l'obligation scolaire à trois ans,

Vu l'article L 212-8 du code de l'éducation précisant ce qui emporte la participation communale,

Vu l'article L.442-5-1 du code de l'éducation imposant l'obligation générale d'une prise en charge des dépenses de fonctionnement des classes sous contrat dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public,

Monsieur Le Maire présente la situation actuelle de participation de la commune aux frais de scolarité dans les écoles privées de la commune et du forfait communal sollicité en direction des autres communes.

Il y a nécessité à clarifier notre situation car pour l'heure le fonctionnement doit s'inscrire dans la loi.

Les services ont mené un point très précis pour connaître le coût de fonctionnement des écoles publiques :

| Objets | Dépenses |
|--|-----------|
| Personnels ménages et ATSEM | 580 euros |
| Fluides | 40 euros |
| Entretiens | 10 euros |
| Téléphone | 4 euros |
| Fournitures | 36 euros |
| Assurance | 10 euros |
| Divers (charge non répartie - transports piscines etc..) | 20 euros |
| Total | 700 euros |

Les membres de l'assemblée délibérante adoptent à l'unanimité la présente délibération.

Il précise que ce forfait sera appliqué à partir du 1^{er} janvier 2022 pour le calcul des subventions aux écoles privées de Roche la Molière pour les élèves rouchons maternelles et primaires.

Intervention :

Mme Fontaney rappelle ce qu'est le forfait communal à savoir :

- ce qui est facturé aux autres communes qui ont des enfants scolarisés par accord de dérogation sur Roche La Molière
- ce qui est attribué aux écoles privées de Roche par élèves rouchons scolarisés.

Mme Favard trouve que l'augmentation est forte.

Mme Fontaney lui répond que notre fonctionnement n'était pas en conformité. Les OGEC ont sollicité la régularisation de la situation.

| LISTES | NBRE VOIX | P | C | A |
|--------------------------------|-----------|----|---|---|
| NATURELLEMENT ROCHE LA MOLIERE | 25 | 25 | | |
| ENSEMBLE S'UNIR POUR ROCHE | 2 | | | 2 |

INFORMATION N° DEL-2021-10-097
INFORMATION- NOVIM - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2020

Rapporteur : Alain Sowa

Conformément à l'article 1524-5 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire présente à son assemblée délibérante un rapport annuel relatif aux éléments financiers et aux activités de NOVIM (anciennement SEDL).

En 2020, La société NOVIM a poursuivi la mise en œuvre des axes stratégiques de son développement vers le portage d'opérations immobilières et d'opérations de filialisation.

Il est à noter que plusieurs articles des statuts ont été modifiés lors de l'assemblée générale du 25 septembre 2020. Notamment sur le capital social, la cession des actions et le fonctionnement du conseil d'administration et de ses assemblées.

La part des collectivités territoriales reste toujours majoritaire dans la composition des administrateurs.

NOVIM est actionnaire de quatre filiales :

- la SAS Bonvert (50% du capital) ;
- la SCI Renaissance Desjoyaux (1/3 du capital) ;
- la SCI Talips (52% du capital) ;
- et la SCI IM BY'AP (51% du capital social).

L'année 2020 est marquée par la réalisation d'une augmentation de capital à hauteur de 947 901,74 € par émission de 125 053 titres nouveaux.

Le capital social s'élève à 5 586 899,64 euros décomposé en 737 058 titres d'une valeur nominale de 7,58 euros.

Le résultat 2020 net de la structure, des opérations patrimoniales et des concessions de travaux est un résultat bénéficiaire de + 38.619 €

Le rapport annuel est consultable sur demande au secrétariat général.

Le Conseil municipal **prend acte** de la présente information.

Levée de la séance à 21h00

Le secrétaire de séance

Monsieur Gilles REYNAUD